

III. — TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION.

Audiences du tribunal de Nouakchott.	50
Situation de la B.I.A.O., exercice septembre 1966	50

IV. — ANNONCES.

I. — LOIS ET ORDONNANCES.

LOI DE FINANCES n° 66.256 pour l'exercice 1967.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

I. — VOIES ET MOYENS.

ARTICLE PREMIER. — Le budget de l'exercice 1967 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi et aux lois de finances antérieures en tout ce qui n'aura pas été modifié ou abrogé.

ART. 2. — Les impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus publics, centimes additionnels, continueront d'être perçus ou ristournés pendant l'exercice 1967 au profit du budget de l'Etat conformément aux textes actuellement en vigueur.

ART. 3. — Le gouvernement est autorisé à contracter un emprunt d'un montant maximum de cent-vingt millions de francs auprès d'établissements publics mauritaniens.

Le produit de cet emprunt est réservé, à l'exclusion de toute autre affectation, au complément des recettes du budget de l'exercice 1967 au cas où les comptes de règlements de cet exercice devraient faire apparaître un excédent des dépenses sur les recettes.

ART. 4. — Dans l'article 25 de la délibération n° 60 du 21 décembre 1957 instituant un code des impôts directs et indirects en Mauritanie, tel que modifié par la délibération n° 302 du 30 décembre 1958 et par la loi n° 60.204 du 31 décembre 1960, le taux de 23 % est porté à 25 %.

La présente modification s'appliquera pour la première fois aux déclarations, à déposer avant le 31 mars 1967, des bénéfices de l'année 1966 ou des exercices clos en 1966.

II. — EVALUATION DES RESSOURCES.

ART. 5. — Les produits et revenus applicables au budget de l'Etat pour l'exercice 1967 sont évalués à cinq milliards six cent treize millions de francs, conformément au développement ci-dessous :

A. — Budget de fonctionnement.

Section 1. — Impôts directs	902.000.000
— 2. — Impôts indirects	3.873.000.000
— 3. — Droits d'enregistrement et de timbre	88.000.000
— 4. — Taxes diversés	30.500.000
— 5. — Produits du Domaine	34.000.000

— 7. — Produits des exploitations industrielles et commerciales	96.500.000
— 8. — Recettes des services	66.600.000
— 9. — Produits divers et accidentels	22.900.000

Total des recettes du budget de fonctionnement	5.113.000.000
--	---------------

B. — Budget d'équipement.

Chapitre I. — Transfert du budget de fonctionnement	52.000.000
— III. — Contributions, subventions et versements de comptes spéciaux	328.000.000
— IV. — Prélèvement sur la caisse de réserve	120.000.000

Total des recettes du budget d'équipement	500.000.000
---	-------------

III. — FIXATION DES CHARGES.

ART. 6. — Les crédits ouverts au budget de l'Etat pour l'exercice 1967 sont fixés conformément au développement ci-dessous :

Section 1. — Dette publique	240.000.000
— 2. — Parlement	112.000.000
— 3. — Gouvernement et administration générale	548.580.000
— 4. — Services judiciaires	101.060.000
— 5. — Services de sécurité	1.097.755.000
— 6. — Services financiers	205.285.000
— 7. — Services scientifiques	—
— 8. — Services économiques	274.820.000
— 9. — Services de travaux d'infrastructure	111.140.000
— 10. — Services sociaux	1.306.755.000
— 11. — Etablissements publics	—
— 12. — Exploitations industrielles	93.930.000
— 13. — Dépenses communes et diverses	314.965.000
— 14. — Travaux d'entretien	142.785.000
— 15. — Contributions et participations	378.100.000
— 16. — Reversements et ristournes	52.000.000
— 17. — Subventions et secours	81.825.000
— 18. — Prêts et avances	—
— 19. — Transfert au budget d'équipement	52.000.000

Total des dépenses du budget de fonctionnement	5.113.000.000
--	---------------

B. — Budget d'équipement.

Chapitre II. — Travaux d'infrastructure	140.650.000
— III. — Constructions d'immeubles	206.150.000
— IV. — Acquisitions d'immeubles	—
— V. —	—
— VI. —	—
— VII. — Acquisition de gros matériel d'équipement	25.200.000
— VIII. — Participation à la constitution de sociétés d'Etat et d'Economie mixte	103.000.000
— IX. — Contributions, subventions et de concours	25.000.000

Total des dépenses du budget d'équipement	500.000.000
---	-------------

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 7. — Le gouvernement est autorisé à contracter un emprunt auprès de la Caisse centrale de Coopération économique pour compléter le financement du programme d'adduction d'eau et d'électrification de Kaedi.

ART. 8. — Le gouvernement est autorisé à accorder l'aval de l'Etat pour les emprunts à contracter pendant l'année 1967 par la Banque mauritanienne de Développement auprès d'organismes étrangers dans la limite de trois cent millions de francs.

ART. 9. — Les actes autorisés aux articles 7 et 8 ci-dessus pourront être libellés et prévoir que le remboursement s'effectuera dans d'autres monnaies que celle ayant cours légal en République islamique de Mauritanie.

ART. 10. — L'alinéa premier de l'article premier de la loi 60.030 du 27 janvier 1960 modifié par l'article 6 de la loi 62.220 du 31 décembre 1962 et par l'article 2 de la loi 65.182 du 30 décembre 1965, est remplacé par le texte suivant : « Les rôles nominatifs sont exigibles en totalité à partir du soixantième jour suivant la date de leur mise en recouvrement ».

ART. 11. — Les modifications apportées aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la loi n° 61.204 du 31 décembre 1961 par l'article 12 de la loi n° 65.182 du 30 décembre 1965 sont abrogées.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la loi n° 61.204 du 31 décembre 1965 demeurent les suivantes :

« Tout contribuable passible en Mauritanie de l'impôt général sur le revenu, en vertu des règles d'imposition prévues au Code des impôts directs, doit, sur la base de son imposition établie l'année précédente, verser spontanément au Trésor public, neuf acomptes mensuels consécutifs, à compter du 1^{er} janvier, à valoir sur l'impôt de l'exercice en cours.

» Ces acomptes, équivalents chacun au douzième de l'imposition de l'année précédente, sont exigibles dans les dix jours suivant le terme du mois pour lequel l'acompte est dû. »

ART. 12. — L'article 16 de la loi n° 61.016 du 20 janvier 1961 fixant le régime des pensions civiles, tel que modifié en son paragraphe premier par l'article 15 de la loi n° 65.074 du 3 avril 1965 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 15 nouveau :

§ 1. — La jouissance de la pension d'ancienneté est immédiate.

§ 2. — La jouissance de la pension proportionnelle est immédiate dans les cas visés à l'article 4, § 1 et 2.

Elle ne peut être antérieure à la date de la décision d'admission à la retraite.

La jouissance de la pension proportionnelle définie à l'article 4 § 4 est différée jusqu'au jour où les intéressés auraient été atteints par la limite d'âge s'ils étaient restés en service.

§ 3. — La jouissance de la pension proportionnelle pour les femmes fonctionnaires visées à l'article 4 § 3 est différée jusqu'à l'époque où elles auraient acquis le droit à pension d'ancienneté, compte tenu éventuellement des réductions d'âge et de service par le jeu des bonifications prévues par la présente loi, ou auraient été atteintes par la limite d'âge si elles étaient restées en fonctions.

Toutefois, elle est immédiate lorsque les intéressées sont mères de trois enfants vivants à charge ou lorsqu'il est justifié, dans les formes prévues à l'article 20, qu'elles-mêmes ou leur conjoint sont atteints d'infirmité ou maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.

§ 4. — Dans tous les cas, les avantages à caractère familial sont payés en totalité.

ART. 13. — Le gouvernement est autorisé, par la couverture des besoins temporaires de trésorerie, à recourir au cours de l'année 1967 à des avances à court terme auprès de la Banque centrale dans les conditions fixées par l'article 15 des statuts, ou auprès du Trésor français, en application des dispositions de l'article 4 de l'accord franco-mauritanien, en date du 25 mars 1960, relatif à la coopération en matière de Trésor.

ART. 14. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Nouakchott, le 31 décembre 1966.

Le Président de la République :

MOKTAR OULD DADDAH.

BUDGET D'EQUIPEMENT 1967

RECETTES
du budget d'équipement.

Article et nomenclature	Crédits votés
CHAP. 1.	
Unique. Transfert du budget de fonctionnement	52.000.000
Total chapitre 1	52.000.000
CHAP. 2.	
Unique. Emprunts ou avances	—
CHAP. 3.	
1. Contributions et subventions de l'Etat français	300.000.000
2. Contributions et subventions diverses	—
3. Versements de fonds et comptes spéciaux	28.000.000
Total chapitre 3	328.000.000
CHAP. 5.	
Unique. Prélèvement sur caisse réserve	120.000.000
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET D'EQUIPEMENT	500.000.000

DEPENSES
du budget d'équipement.

Article et nomenclature	Crédits votés
CHAP. 2. — Travaux d'équipement.	
1. Urbanisme :	
Rubrique 67-210 F, équipement sportif Nouakchott	42.000.000
3. Voies de communication :	
Rubrique 67-232 M, aires aéroport Selibaly	32.000.000
Rubrique 67-230 F, entretien routes et digues	13.300.000
Rubrique 67-231 F, accès aéroport Selibaly	27.000.000
Total article 3	62.300.000

4. Equipement portuaire :	
Rubrique 67-420 F, ancrage Wharf Nouakchott	5.000.000
5. Hydraulique et Génie rural :	
Rubrique 67-250, travaux annexés à l'usine de dessalement de l'eau de mer	3.850.000
Rubrique 67-251, recherche eaux sous-terraines	12.000.000
Rubrique 67-652, surveillance nappes	900.000
Total article 5	16.750.000
7. Electrification :	
Rubrique 67-270 F, cellule haute tension armée	3.000.000
Rubrique 67-271, électrification phare cap blanc	2.100.000
Rubrique 67-272 F, extension réseau eau et électricité de Nouakchott.	9.500.000
Total article 7	14.600.000
Total chapitre 2	140.650.000
CHAP. 3. — Constructions immeubles.	
1. Immeubles pour services :	
Rubrique 67-310 F, local police aéroport	2.000.000
Rubrique 67-311 F, camp garde nationale première tranche	20.000.000
Rubrique 67-312 F, poste police armée	2.600.000
Rubrique 67-313 F, aménagement école gendarmerie	2.000.000
Rubrique 67-314 F, extension recettes principales O.P.T.	5.000.000
Rubrique 67-315, constructions et équipement 10 classes primaires	15.000.000
Rubrique 67-316 M, bureau et hôtel de ville Nouakchott	25.000.000
Rubrique 67-317 F, Centre vulgarisation rurale de Kaédi	27.000.000
Total article 1	98.600.000
2. Immeubles pour habitations :	
Rubrique 67-320 F, logement douanes et police du Wharf de Nouakchott	23.000.000
Rubrique 67-321 F, aménagement hôtel députés	5.000.000
Total article 2	28.000.000
5. Travaux divers :	
Rubrique 67-350 F, soute à munitions armée	1.600.000
Rubrique 67-351 F, atelier réparations armée	8.000.000
Rubrique 67-352 F, magasin armement gendarmerie	1.500.000
Rubrique 67-352 F, garage gendarmerie	4.300.000
Rubrique 67-353 F, climatisation centrale téléphonique Port-Etienne	2.500.000
Rubrique 67-354 F, section mécanique centré Mamadou-Touré ..	2.850.000
Rubrique 67-355 M, chantier développement	35.000.000

Rubrique 67-356 M, imprimerie nationale	12.000.000
Rubrique 67-357 M, clôtures :	
a) lycée technique	1.000.000
b) radio	2.000.000
c) E.N.A.	1.000.000
Rubrique 67-358 M, équipement touristique	5.000.000
Rubrique 67-359 M, équipement laboratoires inf. et E.N.A.	2.800.000
Total article 5	79.550.000
Total chapitre 3	206.150.000

CHAP. 7. — Acquisitions de gros matériel d'équipement.

1. Engins terrestres :

Rubrique 67-710 F, achat de véhicules	9.000.000
Rubrique 67-711 M, achat de véhicules	16.200.000

Total chapitre 7 25.200.000

CHAP. 8. — Participation à la constitution de sociétés d'Etat et d'économie mixte.

2. Sociétés d'économie mixte :

Rubrique 67-820 F, participation à la S.O.M.A.P. et à la S.O.M.I.P.	50.000.000
--	------------

3. Sociétés multinationales :

Rubrique 67-830 M, Air Afrique ..	30.000.000
Rubrique 67-831 M, Banque africaine de développement	21.000.000
Rubrique 67-832 M, Fonds monétaire international	2.000.000

Total chapitre 8 103.000.000

CHAP. 9. — Contributions, subventions, fonds.

2. Etablissements et organismes publics :

Rubrique 67-920 M, subvention au Parti du Peuple	25.000.000
--	------------

TOTAL DES DÉPENSES DU BUDGET D'ÉQUIPEMENT.. 500.000.000

BUDGET DE FONCTIONNEMENT 1967

I. — RECETTES.

<i>Article et nomenclature</i>	<i>Crédits votés</i>
--------------------------------	----------------------

TITRE PREMIER. RECETTES FISCALES.

SECTION I. — IMPÔTS DIRECTS.

CHAP. 1-01. — Impôts forfaitaires sur revenus.

1. Contributions nationales	10.000.000
2. Recettes des exercices antérieurs.	5.000.000

Total chapitre 1-01 15.000.000

CHAP. 1-02. — <i>Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu.</i>	
1. Bénéfices industriels et commerciaux	90.000.000
2. Impôts sur traitements et salaires	550.000.000
3. Impôts sur revenus des capitaux mobiliers	26.000.000
4. Impôt général sur le revenu	100.000.000
5. Recettes des exercices antérieurs ..	20.000.000
Total chapitre 1-02	786.000.000
CHAP. 1-03. <i>Contribution mobilière.</i>	
1. Contribution mobilière	20.000.000
2. Recettes des exercices antérieurs ..	2.000.000
Total chapitre 1-03	22.000.000
CHAP. 1-04. — <i>Impôts fonciers.</i>	
1. Contributions sur propriétés bâties ..	35.000.000
2. Contributions sur propriétés non bâties	1.000.000
3. Contributions sur propriétés insuffisamment mises en valeur	—
4. Taxés sur biens de main morte ..	4.000.000
5. Recettes des exercices antérieurs ..	5.000.000
Total chapitre 1-04	45.000.000
CHAP. 1-05. — <i>Patentes et licences.</i>	
1. Patentes	28.000.000
2. Licences	1.000.000
3. Recettes des exercices antérieurs ..	3.000.000
Total chapitre 1-05	32.000.000
CHAP. 1-06. <i>Produits des majorations.</i>	
1. Produits de la majoration de 10 % ..	2.000.000
Total chapitre 1-06	2.000.000
TOTAL SECTION I	902.000.000
SECTION II. — IMPÔTS INDIRECTS.	
CHAP. 2-01. — <i>Droits à l'entrée.</i>	
1. Droits de douanes	42.000.000
2. Droits fiscaux à l'entrée	360.000.000
3. Taxe forfaitaire à l'importation ..	530.000.000
4. Centimes additionnels	—
5. Produits divers	20.000.000
6. Taxe de statistiques	65.000.000
7. R.F.L.D. (MIFERMA)	—
8. Recettes des exercices antérieurs ..	—
Total chapitre 2-01	1.017.000.000
CHAP. 2-02. <i>Taxes de consommation.</i>	
1. Taxe sur le sucre	270.000.000
2. Taxe sur les projections cinématographiques	1.000.000
3. Taxe spéciale sur les tabacs	20.000.000
4. Taxe compensatrice sur le thé ...	100.000.000
Total chapitre 2-02	391.000.000
CHAP. 2-03. <i>Taxe sur les transactions et taxés à la production.</i>	
1. Taxe forfaitaire repr. taxé sur transactions	10.000.000

2. C.A. de la taxe forfaitaire	1.000.000
3. Redevances d'exploitation (MIFERMA)	1.486.000.000
4. Taxes intérieures T.C.A. :	
— Douanes	390.000.000
— Contributions diverses	220.000.000
5. Taxe sur les alcools	10.000.000
6. Taxe sur les hydrocarbures	140.000.000
7. Taxe de raffinage	115.000.000
8. Taxe de circulation sur les viandes ..	25.000.000
9. Recettes des exercices antérieurs ..	20.000.000
Total chapitre 2-03	2.417.000.000
CHAP. 2-04. — <i>Droits à l'exportation.</i>	
1. Poissons	15.000.000
2. Gomme	11.000.000
3. Bétail sur pied	21.000.000
4. Divers	—
5. Recettes des exercices antérieurs ..	—
Total chapitre 2-04	47.000.000
CHAP. 2-05. — <i>Taxe de recherches et de conditionnement.</i>	
1. Taxe de recherches et de conditionnement	1.000.000
2. Recettes des exercices antérieurs ..	—
Total chapitre 2-05	1.000.000
TOTAL SECTION II	3.873.000.000
SECTION III. DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES.	
CHAP. 3-01. <i>Droits d'enregistrement.</i>	
1. Enregistrement	51.000.000
Total chapitre 3-01	51.000.000
CHAP. 3-02. — <i>Droits de timbre.</i>	
1. Droit de timbre	37.000.000
Total chapitre 3-02	37.000.000
TOTAL SECTION III	88.000.000
SECTION IV. — TAXES DIVERSES ET TAXES POUR SERVICES RENDUS.	
1. Taxe sur les armes à feu	—
2. Taxe sur les véhicules	10.000.000
3. Taxe d'apprentissage	5.000.000
4. Taxe pour services rendus	3.000.000
5. Taxe sur les bateaux de pêche ...	10.500.000
6. Recettes des exercices antérieurs ..	2.000.000
TOTAL SECTION IV	30.500.000
TITRE II. REVENUS DU DOMAINE.	
SECTION V. — REVENUS DU DOMAINE.	
CHAP. 5-01. <i>Revenus du domaine immobilier.</i>	
1. Domaine public	500.000
2. Locations d'immeubles	8.000.000

3. Aliénation et concessions d'immeubles	3.000.000	
4. Recettes des exercices antérieurs	—	
Total chapitre 5-01		11.500.000
CHAP. 5-02		
<i>Revenus du domaine forestier.</i>		
1. Revenus et taxe forestiers	2.600.000	
2. Contentieux forestier et de chasse	2.400.000	
Total chapitre 5-02		5.000.000
CHAP. 5-03.		
<i>Revenus du domaine minier.</i>		
1. Redevances minières extraction	500.000	
2. Recettes des exercices antérieurs	—	
Total chapitre 5-03		500.000
CHAP. 5-04.		
<i>Revenus du domaine mobilier.</i>		
1. Aliénations du domaine mobilier	3.000.000	
2. Location vente véhicules	—	
3. Recettes des exercices antérieurs	—	
Total chapitre 5-04		3.000.000
CHAP. 5-05.		
<i>Revenus des valeurs mobilières.</i>		
1. Revenus des valeurs de la caisse de réserves et des titres en portefeuille	14.000.000	
Total chapitre 5-05		14.000.000
TOTAL SECTION V		34.000.000

TITRE III.**SECTION VII. — RECETTES
DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES.****CHAP. 7-01. — Recettes
des exploitations industrielles.**

1. Service des eaux de Rosso	1.000.000	
2. Service du bac de Rosso	5.000.000	
3. Wharf de Nouakchott	72.000.000	
4. Port de Port-Étienne	18.000.000	
5. Recettes des exercices antérieurs	—	
Total chapitre 7-01		96.000.000

**SECTION VIII.
RECETTES DIVERSES DE SERVICES.****CHAP. 8-01.***Recettes diverses de services.*

1. Produits des cessions	100.000	
2. Redevances B.C.E.A.O.	50.000.000	
3. Hôpital	16.000.000	
4. Station forestière	500.000	
Total chapitre 8-01		66.600.000

**SECTION IX.
PRODUITS DIVERS ET ACCIDENTELS.****CHAP. 9-01.***Produits divers et accidentels.*

1. Produits divers et accidentels	6.900.000	
2. Recettes des exercices antérieurs	16.000.000	
Total chapitre 9-01		22.900.000

CHAP. 10-01	—
CHAP. 11-01	—
CHAP. 12-01	—
CHAP. 13-01	—
CHAP. 14-01	—
CHAP. 15-01	—
CHAP. 16-01	—

**TOTAL DES RECETTES DU BUDGET DE FONCTION-
NEMENT** 5.113.000.000

II. — DEPENSES.**CHAP. 1-1. — Services des emprunts
et autres dettes contractuelles.**

1. Emprunts	16.850.000	
2. Avances Trésor	—	
3. Prêts Caissé centrale	180.390.000	
4. Dettes contractuelles	10.260.000	
5. Dépenses d'exercice clos	2.500.000	
Total chapitre 1-1		210.000.000

CHAP. 1-2. — Pensions et allocations.

1. Pensions et allocations viagères ..	29.000.000	
2. Dépenses d'exercice clos	1.000.000	
Total chapitre 1-2		30.000.000

**CHAP. 2-1. — Assemblée nationale
(personnel).**

Unique. Assemblée nationale

74.715.000

**CHAP. 2-2. — Assemblée nationale
(matériel).**

Unique. Assemblée nationale

37.285.000

**CHAP. 3-1. — Présidence
de la République (personnel).**

1. Président de la République	4.700.000	
2. Hôtel du Président	2.950.000	
3. Cabinet civil et secrétariat	12.410.000	
4. Cabinet militaire	3.265.000	
5. Services administratifs et financiers	3.800.000	
6. Hôtel de passage et parc	3.485.000	
7. Secrétariat général Conseil des ministres	1.350.000	
8. Service législation et J.O.	795.000	
9. Service des Archives nationales ..	4.295.000	
10. Indemnités missions et tournées ..	600.000	
Total chapitre 3-1		37.650.000

**CHAP. 3-2. — Présidence
de la République (matériel).**

1. Hôtel du Président	4.050.000	
2. Autres hôtels	810.000	
3. Cabinet civil	5.940.000	
4. Cabinet militaire	450.000	
5. Secrétariat général Conseil des ministres	630.000	
6. Bureau de presse	450.000	
7. Service législation et J.O.	330.000	
8. Service des Archives nationales ..	540.000	
9. Frais transports aériens	4.600.000	
10. Frais tournées et missions	3.000.000	
11. Entretien immeubles et parc	1.800.000	
Total chapitre 3-2		22.600.000

CHAP. 3-3. — Corps de contrôle de l'Etat (personnel).			
1. Inspection d'Etat	4.625.880		
2. Contrôle financier	2.950.000		
3. Frais de déplacement	200.000		
Total chapitre 3-3	7.775.880		
CHAP. 3-4. — Corps de contrôle de l'Etat (matériel).			
1. Inspection d'Etat et hôtel	1.334.120		
2. Contrôle financier	630.000		
3. Frais transports divers	490.000		
4. Frais transports aériens	360.000		
Total chapitre 3-4	2.814.120		
CHAP. 3-5. — Conseil économique et social (personnel).			
Uniq. Frais de personnel	3.440.000		
CHAP. 3-6. — Conseil économique et social (matériel).			
1. Secrétariat Général	865.000		
2. Frais de transports	540.000		
Total chapitre 3-6	1.405.000		
CHAP. 3-7. — Ministre de la Justice et de l'Intérieur (personnel).			
1. Hôtel du ministre	390.000		
2. Cabinet du ministre	1.185.000		
3. Direction administrative territoriale	13.342.000		
4. Service des communes	2.315.000		
5. Circonscriptions administratives ..	131.825.000		
6. Chefferies traditionnelles	36.687.000		
7. Frais de déplacement	1.000.000		
Total chapitre 3-7	196.745.000		
CHAP. 3-8. — Ministre de la Justice et de l'Intérieur (matériel).			
1. Hôtel du ministre	540.000		
2. Cabinet du ministre	845.000		
3. Direction administrative territoriale	845.000		
4. Renseignements généraux	4.050.000		
5. Service des communes	180.000		
6. Circonscriptions administratives ..	16.110.000		
7. R.A.C.	1.800.000		
8. Dépenses politiques	1.350.000		
9. Equipement postes administratifs ..	3.600.000		
10. Frais transports divers	9.450.000		
11. Frais transports aériens	1.800.000		
Total chapitre 3-8	40.570.000		
CHAP. 3-9. — Haut-commissariat à la Fonction publique (personnel).			
1. Hôtel du haut-commissaire	305.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	5.870.000		
3. Services du haut-commissariat	6.375.000		
4. Frais de déplacement	100.000		
Total chapitre 3	12.650.000		
CHAP. 3-10. — Haut-commissariat à la Fonction publique (matériel).			
1. Hôtel du haut-commissaire	200.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	250.000		
3. Equipement fonctionnement	2.855.000		
4. Frais de transports	180.000		
Total chapitre 3-10	3.435.000		
CHAP. 3-11. Ministère des Affaires étrangères et du Plan (personnel).			
1. Hôtel du ministre	415.000		
2. Cabinet du ministre	5.850.000		
3. Administration centrale	10.255.000		
4. Ambassades	144.585.000		
Total chapitre 3-11	161.105.000		
CHAP. 3-12. Ministère des Affaires étrangères et du Plan (matériel).			
1. Hôtel du ministre	900.000		
2. Cabinet du ministre	720.000		
3. Administration centrale	4.950.000		
4. Ambassades	34.490.000		
5. Frais de réception	900.000		
6. Frais de transports divers	900.000		
7. Frais de transports aériens	630.000		
8. Loyers et charges	14.900.000		
Total chapitre 3-12	58.390.000		
CHAP. 4-1. Direction de l'Administration Judiciaire et pénitentiaire (personnel).			
1. Direction de l'Administration judiciaire	2.920.000		
2. Etablissements pénitentiaires	600.000		
3. Frais de déplacement	100.000		
Total chapitre 4-1	3.620.000		
CHAP. 4-2. Direction de l'Administration judiciaire (matériel).			
1. Direction de l'Administration judiciaire	450.000		
2. Service droit musulman	270.000		
3. Administration pénitentiaire	270.000		
4. Affaires juridiques	270.000		
5. Etablissements pénitentiaires	10.600.000		
6. Frais de transports divers	720.000		
7. Frais de transports aériens	360.000		
Total chapitre 4-2	12.940.000		
CHAP. 4-3. Juridictions de droit musulman (personnel).			
1. Tribunaux musulmans	16.620.000		
2. Tribunaux des cadis	25.445.000		
3. Frais de déplacement	300.000		
Total chapitre 4-3	38.365.000		
CHAP. 4-4. Juridictions de droit musulman (matériel).			
1. Section judiciaire de T.P.I.	570.000		
2. Tribunaux de cadis	630.000		
3. Frais de transports divers	180.000		
4. Frais de transport aériens	180.000		
Total chapitre 4-4	1.560.000		

CHAP. 4-5.	
<i>Juridictions de droit moderne civil et pénal (personnel).</i>	
1. Cour suprême	5.225.000
2. Cour de sûreté de l'Etat	—
3. Juridictions de Nouakchott	12.235.00
4. Sections judiciaires de T.P.I.	20.840.000
5. Frais de déplacement	500.000
Total chapitre 4-5	38.800.000

CHAP. 4-6.	
<i>Juridictions de droit moderne (matériel).</i>	
1. Cour suprême et hôtel du Président	1.080.000
2. Cour de sûreté de l'Etat	270.000
3. Juridictions de Nouakchott	810.000
4. Section judiciaire des T.P.I.	1.260.000
5. Tribunal du travail	90.000
6. Frais de justice	1.095.000
7. Frais de transports divers	810.000
8. Frais de transports aériens	360.000
Total chapitre 4-6	5.775.000

SECTION V.**SERVICE DE SÉCURITÉ.**

CHAP. 5-1. — Garde nationale (personnel).	
1. Direction service de sécurité	1.130.000
2. Garde nationale	266.530.000
3. Frais de déplacement	6.000.000
Total chapitre 5-1	272.660.000

CHAP. 5-2. — Garde nationale (matériel).	
1. Direction service de sécurité	875.000
2. Garde nationale	17.210.000
3. Centre d'instruction	1.800.000
4. Sous-inspections	1.800.000
5. Frais de transports	10.695.000
Total chapitre 5-2	32.380.000

CHAP. 5-3. — Police nationale (personnel).	
1. Direction de la Sûreté	13.725.000
2. Commissariat et R.G.	58.095.000
3. Centre d'écoute	1.190.000
4. Frais de déplacement	250.000
Total chapitre 5-3	73.260.000

CHAP. 5-4. — Police nationale (matériel).	
1. Direction de la Sûreté	900.000
2. Commissariat et R.G.	11.715.000
3. Frais de transports divers	2.700.000
4. Frais de transports aériens	270.000
Total chapitre 5-4	15.585.000

CHAP. 5-5. — Ministère de la Défense (personnel).	
1. Hôtel du ministre	385.000
2. Cabinet du ministre	5.815.000
Total chapitre 5-5	6.200.000

CHAP. 5-6. — Ministère de la Défense (matériel).	
1. Hôtel du ministre	540.000
2. Cabinet du ministre	720.000
3. Frais de transports divers	810.000
4. Frais de transports aériens	225.000
Total chapitre 5-6	2.295.000

CHAP. 5-7. — Armée nationale (personnel).	
1. Soldes et indemnités	333.915.000
2. Frais de déplacement	3.000.000
3. Exercice clos	10.800.000
Total chapitre 5-7	347.715.000

CHAP. 5-8. — Armée nationale (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	105.390.000
2. Frais de transports divers	6.300.000
3. Frais de transports aériens	5.400.000
4. Défense civile	21.600.000
5. Aviation civile	27.900.000
6. Marine	18.900.000
Total chapitre 5-8	185.490.000

CHAP. 5-9. — Gendarmerie nationale (personnel).	
1. Soldes et indemnités	127.500.000
2. Frais de déplacement	2.000.000
Total chapitre 5-9	129.500.000

CHAP. 5-10. — Gendarmerie nationale (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	19.170.000
2. Frais de transports divers	10.800.000
3. Frais de transports aériens	2.700.000
Total chapitre 5-10	32.670.000

CHAP. 6-1. — Ministère des Finances (personnel).	
1. Hôtel du ministre	400.000
2. Cabinet du ministre	9.500.000
3. Direction des Finances	28.100.000
4. Frais de déplacement	400.000
Total chapitre 6-1	38.400.000

CHAP. 6-2. — Ministère des Finances (matériel).	
1. Hôtel du ministre	540.000
2. Cabinet du ministre	1.035.000
3. Directeur des Finances	1.620.000
4. Frais de transports divers	810.000
5. Frais de transports aériens	360.000
Total chapitre 6-2	4.365.000

CHAP. 6-3. Service des Contributions diverses (personnel).	
1. Soldes et indemnités	17.365.000
2. Frais de déplacement	700.000
Total chapitre 6-3	18.065.000

CHAP. 64.	
<i>Service des Contributions diverses</i> (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	3.600.000
2. Frais de transports divers	2.700.000
3. Frais de transports aériens	630.000
Total chapitre 64	6.930.000
CHAP. 65. — <i>Services des Douanes</i> (personnel).	
1. Direction du service	6.800.000
2. Bureaux régionaux	38.750.000
3. Frais de déplacement	300.000
Total chapitre 65	45.850.000
CHAP. 66. — <i>Service des Douanes</i> (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	7.830.000
2. Frais de transports divers	4.255.000
3. Frais de transports aériens	540.000
Total chapitre 66	12.625.000
CHAP. 67. — <i>Trésorerie générale</i> (personnel).	
1. Trésorerie générale	22.985.000
2. Paieries	9.025.000
3. Frais de déplacement	80.000
Total chapitre 67	32.090.000
CHAP. 68. — <i>Trésorerie générale</i> (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	4.320.000
2. Frais de transports divers	90.000
3. Frais de transports aériens	90.000
Total chapitre 68	4.500.000
CHAP. 69. — <i>Agences spéciales</i> (personnel).	
1. Soldes et indemnités	26.815.000
2. Frais de déplacement	55.000
Total chapitre 69	26.870.000
CHAP. 6-10. — <i>Agences spéciales</i> (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	3.780.000
2. Frais de transports	540.000
3. Transports de fonds	1.620.000
Total chapitre 6-10	5.940.000
CHAP. 6-11. — <i>Service des Domaines</i> <i>et de l'Enregistrement.</i>	
1. Soldes et indemnités	6.740.000
2. Remises aux débiteurs auxiliaires de timbres	800.000
3. Frais de déplacement	300.000
Total chapitre 6-11	7.850.000
CHAP. 6-12. — <i>Service des Domaines</i> <i>et de l'Enregistrement.</i>	
1. Fonctionnement du service	900.000
2. Frais de transports divers	630.000
3. Frais de transports aériens	270.000
Total chapitre 6-12	1.800.000

CHAP. 8-1.	
<i>Ministère de l'Economie rurale</i> (personnel).	
1. Hôtel du ministre	420.000
2. Cabinet du ministre	7.140.000
3. Frais de déplacement	170.000
Total chapitre 8-1	7.730.000
CHAP. 8-2.	
<i>Ministère de l'Economie rurale</i> (matériel).	
1. Hôtel du ministre	540.000
2. Cabinet du ministre	855.000
3. Bourses de vacances	360.000
4. Frais de transports divers	360.000
5. Frais de transports aériens	315.000
Total chapitre 8-2	2.430.000
CHAP. 8-3.	
<i>Service de l'Agriculture</i> (personnel).	
1. Direction du service	2.230.000
2. Secteurs agricoles	22.530.000
3. Station maraîchère	695.000
4. Frais de déplacement	1.000.000
Total chapitre 8-3	26.455.000
CHAP. 8-4	
<i>Service de l'Agriculture</i> (matériel).	
1. Direction du service	630.000
2. Secteurs agricoles	1.440.000
3. Défense des végétaux	4.500.000
4. Station maraîchère	720.000
5. Frais de transports divers	4.230.000
6. Frais de transports aériens	450.000
Total chapitre 8-4	11.970.000
CHAP. 8-5.	
<i>Service des Eaux et Forêts</i> (personnel).	
1. Direction du service	2.450.000
2. Inspections forestières	30.720.000
3. Conditionnement	2.680.000
4. Frais de déplacement	1.000.000
Total chapitre 8-5	36.850.000
CHAP. 8-6.	
<i>Service des Eaux et Forêts</i> (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	4.530.000
2. Station de recherches	630.000
3. Frais de transports divers	2.880.000
4. Frais de transports aériens	360.000
Total chapitre 8-6	8.400.000
CHAP. 8-7.	
<i>Service Elevage</i> (personnel).	
1. Direction du service	4.200.000
2. Circonscription élevage	67.645.000
3. Frais de déplacement	2.000.000
Total chapitre 8-7	73.845.000

CHAP. 8-8.	
<i>Service Elevage (matériel).</i>	
1. Fonctionnement direction service..	1.080.000
2. Fonctionnement circonscription élevage	9.000.000
3. Frais de transports divers	10.000.000
4. Frais de transports aériens	720.000
Total chapitre 8-8	20.800.000
CHAP. 8-9.	
<i>Service de la Coopération (personnel).</i>	
1. Soldes et indemnités	5.425.000
2. Frais de déplacement	400.000
Total chapitre 8-9	5.825.000
CHAP. 8-10.	
<i>Service de la Coopération (matériel).</i>	
1. Frais de fonctionnement	1.800.000
2. Frais de transports	350.000
3. Frais de transports aériens	100.000
Total chapitre 8-10	2.250.000
CHAP. 8-11. — <i>Service du Génie rural (personnel).</i>	
1. Soldes et indemnités	5.100.000
2. Frais de déplacement	950.000
Total chapitre 8-11	6.050.000
CHAP. 8-12. — <i>Service du Génie rural (matériel).</i>	
1. Frais de fonctionnement	2.205.000
2. Frais de transports divers	2.475.000
3. Frais de transports aériens	585.000
Total chapitre 8-12	5.265.000
CHAP. 8-13. — <i>Haut-commissariat à l'Industrialisation et aux Mines (personnel).</i>	
1. Hôtel haut-commissaire	260.000
2. Cabinet haut-commissaire	3.790.000
Total chapitre 8-13	4.050.000
CHAP. 8-14. — <i>Haut-commissariat à l'Industrialisation et aux Mines (matériel).</i>	
1. Hôtel haut-commissaire	200.000
2. Cabinet haut-commissaire	250.000
3. Installation bureau	465.000
4. Frais de transports divers	270.000
5. Frais de transports aériens	180.000
Total chapitre 8-14	1.365.000
CHAP. 8-15.	
<i>Direction Mines et Industrie (personnel).</i>	
1. Soldes et indemnités	3.870.000
2. Frais de déplacement	300.000
Total chapitre 8-15	4.170.000

CHAP. 8-16.	
<i>Direction Mines et Industrie (matériel).</i>	
1. Direction Mines et Industrie	1.875.000
2. Subdivision de Port-Etienne	425.000
3. Frais de transports divers	1.800.000
4. Frais de transports aériens	270.000
Total chapitre 8-16	4.370.000
CHAP. 8-17. — <i>Direction Pêches (personnel)</i>	
1. Direction des pêches	2.035.000
2. Laboratoire de pêches Port-Etienne.	4.980.000
3. Division marine marchande	2.000.000
4. Frais de déplacement	100.000
Total chapitre 8-17	9.115.000
CHAP. 8-18. — <i>Direction Pêches (matériel).</i>	
1. Direction des pêches	450.000
2. Laboratoire de pêches Port-Etienne.	765.000
3. Division marine marchande	2.790.000
4. Matériel de pêche	180.000
5. Frais de transports divers	1.350.000
6. Frais de transports aériens	180.000
Total chapitre 8-18	5.715.000
CHAP. 8-19. — <i>Centre de formation et de vulgarisation agricoles de Kaédi (personnel).</i>	
1. Soldes et indemnités	6.915.000
2. Frais de déplacement	200.000
Total chapitre 8-19	7.115.000
CHAP. 8-20. — <i>Centre de formation et de vulgarisation agricoles de Kaédi (matériel).</i>	
1. Frais de fonctionnement	4.610.000
2. Frais de transports élèves	675.000
3. Frais de transports divers	450.000
Total chapitre 8-20	5.735.000
CHAP. 8-21. — <i>Direction Plan (personnel).</i>	
1. Direction du Plan	3.655.000
2. Service de la statistique	4.120.000
3. Frais de déplacement	300.000
Total chapitre 8-21	8.075.000
CHAP. 8-22. — <i>Direction Plan (matériel).</i>	
1. Direction du Plan	1.575.000
2. Service de la statistique	925.000
3. Confection 2° Plan	4.500.000
4. Frais de transports divers	450.000
5. Frais de transports aériens	270.000
Total chapitre 8-22	7.720.000
CHAP. 8-23. — <i>Service Commerce (personnel).</i>	
1. Direction du service	2.660.000
2. Division du commerce	2.070.000
3. Division des assurances	1.430.000
4. Division contrôle des prix	1.305.000
5. Division de déplacement	210.000
Total chapitre 8-23	7.675.000

CHAP. 8-24. — *Service Commerce*
(matériel).

1. Frais de fonctionnement	1.260.000	
2. Frais de transports aériens	360.000	
3. Frais de transports divers	225.000	
Total chapitre 8-24		1.845.000

CHAP. 9-1.

Ministère de l'Équipement
(personnel).

1. Hôtel du ministre	520.000	
2. Cabinet du ministre	4.760.000	
3. Travaux publics	27.775.000	
4. Phares et balises	2.135.000	
5. Routes et digues	35.755.000	
6. Service de l'hydraulique	5.285.000	
7. Service topographique	6.195.000	
8. Service administratif central	5.720.000	
9. Division habitat et urbanisme	2.335.000	
10. Frais de déplacement	1.700.000	
Total chapitre 9-1		92.180.000

CHAP. 9-2.

Ministère de l'Équipement
(matériel).

1. Hôtel du ministre	540.000	
2. Cabinet du ministre	540.000	
3. Travaux publics	2.520.000	
4. Service de l'hydraulique	720.000	
5. Service topographique	720.000	
6. Service administratif central	900.000	
7. Phares et balises	1.980.000	
8. Divisions habitat et urbanisme	1.590.000	
9. Frais de transports divers	900.000	
10. Frais de transports aériens	1.260.000	
Total chapitre 9-2		11.670.000

CHAP. 9-3.

Direction des Transports
(personnel).

1. Direction des Transports	2.000.000	
2. Division Aviation civile	1.140.000	
3. Division transports routiers	2.555.000	
4. Frais de déplacement	200.000	
Total chapitre 9-3		5.895.000

CHAP. 9-4.

Direction des Transports
(matériel).

1. Direction des Transports	450.000	
2. Division Aviation civile	225.000	
3. Division transports routiers	270.000	
4. Frais de transports divers	180.000	
5. Frais de transports aériens	270.000	
Total chapitre 9-4		1.395.000

CHAP. 10-1.

Ministère de l'Éducation
et de la Culture.

1. Hôtel du ministre	420.000	
2. Cabinet du ministre	7.775.000	
3. Services centraux	26.810.000	
4. Ecole normale	12.300.000	
5. Lycées	41.020.000	
6. Collèges	25.520.000	

7. Institut de Boutilimit	18.310.000	
8. Enseignement primaire	537.500.000	
9. I.F.A.N.	2.645.000	
10. Frais de déplacement	1.500.000	

Total chapitre 10-1 673.800.000

CHAP. 10-2.

Ministère de l'Éducation
et de la Culture (matériel).

1. Hôtel du ministre	540.000	
2. Cabinet du ministre	1.070.000	
3. Direction de l'Enseignement	1.350.000	
4. Service des programmes	1.800.000	
5. Services administratif et financier	450.000	
6. Lycées et collèges	84.420.000	
7. Inspections primaires	1.710.000	
8. Institut de Boutilimit	5.500.000	
9. Bourses secours participations	20.000.000	
10. Bibliothèques	720.000	
11. Centre national de Recherches (I.F.A.N.)	595.000	
12. Centre national pédagogique	900.000	
13. Education adultes	1.080.000	
14. Ecole normale fonctionnement	900.000	
15. Soins médicaux élèves	900.000	
16. Fournitures scolaires 1967-1968	12.785.000	
17. Fonctionnement primaire	2.200.000	
18. Frais de transports	19.800.000	

Total chapitre 10-2 156.720.000

CHAP. 10-3.

Ministère de la Santé (personnel).

1. Hôtel du ministre	320.000	
2. Cabinet du ministre	9.805.000	
3. Direction de la Santé	2.470.000	
4. Pharmacie d'approvisionnement	1.960.000	
5. Hôpital national	30.950.000	
6. Hôpitaux secondaires	19.810.000	
7. Ecole sage-femmes et infirmiers	2.310.000	
8. Dispensaires	106.960.000	
9. S.T.H.M.P.	14.300.000	
10. Frais de déplacement	4.750.000	

Total chapitre 10-3 193.635.000

CHAP. 10-4.

Ministère de la Santé (matériel).

1. Hôtel du ministre	540.000	
2. Cabinet du ministre	990.000	
3. Direction de la Santé	370.000	
4. Pharmacie d'approvisionnement	38.700.000	
5. Hôpital national	68.500.000	
6. Hôpitaux secondaires	8.600.000	
7. Ecole sage-femmes et infirmiers	2.700.000	
8. Dispensaires	12.000.000	
9. S.T.H.M.P.	3.600.000	
10. Frais de transports divers	11.860.000	
11. Frais de transports aériens	1.530.000	

Total chapitre 10-4 149.390.000

CHAP. 10-5.

Direction du Travail (personnel).

1. Direction du Travail	11.700.000	
2. Service de l'emploi	2.565.000	
3. Frais de déplacement	300.000	

Total chapitre 10-5 14.565.000

CHAP. 10-6.			
<i>Direction du Travail (matériel).</i>			
1. Direction du Travail	960.000		
2. Service de l'emploi	540.000		
3. Frais de transports divers	900.000		
4. Frais de transports aériens	450.000		
5. Organismes consultatifs	90.000		
Total chapitre 10-6		2.940.000	
CHAP. 10-7. — <i>Haut-commissariat à l'Enseignement technique et Formation des cadres (personnel).</i>			
1. Hôtel du haut-commissaire	285.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	3.995.000		
3. Centre formation Mamadou-Touré	7.275.000		
4. Lycée technique	1.780.000		
5. Frais de déplacement	300.000		
Total chapitre 10-7		13.635.000	
CHAP. 10-8. — <i>Haut-commissariat à l'Enseignement technique et Formation des cadres (matériel).</i>			
1. Hôtel du haut-commissaire	200.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	750.000		
3. Centre formation Mamadou-Touré	19.500.000		
4. Lycée technique	3.340.000		
5. Fonctionnement des services	450.000		
6. Frais de transports divers	270.000		
7. Frais de transports aériens	180.000		
Total chapitre 10-8		24.690.000	
CHAP. 10-9. — <i>Haut-commissariat à la Jeunesse, aux Sports et aux Affaires sociales (personnel).</i>			
1. Hôtel du haut-commissaire	270.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	3.000.000		
3. Frais de déplacement	305.000		
Total chapitre 10-9		3.575.000	
CHAP. 10-10. — <i>Haut-commissariat à la Jeunesse, aux Sports et aux Affaires sociales (matériel).</i>			
1. Hôtel du haut-commissaire	200.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	550.000		
3. Frais de transports divers	270.000		
4. Frais de transports aériens	180.000		
Total chapitre 10-10		1 200.000	
CHAP. 10-11.			
<i>Direction Jeunesse et Sports (personnel).</i>			
1. Soldes et indemnités	8.340.000		
2. Frais de déplacement	250.000		
Total chapitre 10-11		8.590.000	
CHAP. 10-12.			
<i>Direction Jeunesse et Sports (matériel).</i>			
1. Fonctionnement	450.000		
2. Equipement des écoles	720.000		
3. Equipement sports	1.800.000		
4. Maison de jeunes	630.000		
5. Cinémathèque et photos	720.000		
6. Colonie de vacances	1.620.000		
7. Camps de jeunesses civiques	900.000		
8. Equipement sports du secondaire	450.000		
9. Frais de transports divers	630.000		
Total chapitre 10-12		7.920.000	
CHAP. 10-13.			
<i>Direction Affaires sociales (personnel).</i>			
1. Direction des Affaires sociales	2.580.000		
2. Centre-pilote Nouakchott	4.215.000		
3. Centres secondaires P.M.I.	8.355.000		
4. Frais de déplacement	235.000		
Total chapitre 10-13		15.385.000	
CHAP. 10-14.			
<i>Direction Affaires sociales (matériel).</i>			
1. Direction des Affaires sociales	495.000		
2. Centre-pilote de Nouakchott	3.150.000		
3. Centres secondaires P.M.I.	1.080.000		
4. Frais de transports divers	495.000		
5. Frais de transports aériens	360.000		
Total chapitre 10-14		5.580.000	
CHAP. 10-15. — <i>Haut-commissariat à l'Information, à l'Artisanat et au Tourisme (personnel).</i>			
1. Hôtel du haut-commissaire	305.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	3.095.000		
3. Service de l'Artisanat	1.075.000		
4. Service du Tourisme	1.400.000		
5. Frais de déplacement	150.000		
Total chapitre 10-15		6.025.000	
CHAP. 10-16. — <i>Haut-commissariat à l'Information, à l'Artisanat et au Tourisme (matériel).</i>			
1. Hôtel du haut-commissaire	200.000		
2. Cabinet du haut-commissaire	250.000		
3. Equipement des services	1.170.000		
4. Service Tourisme	630.000		
5. Frais de transports divers	180.000		
6. Frais de transports aériens	450.000		
Total chapitre 10-16		2.880.000	
CHAP. 10-17. — <i>Service de l'Information et de la presse écrite (personnel).</i>			
1. Soldes et indemnités	9.200.000		
2. Frais de déplacement	150.000		
Total chapitre 10-17		9.350.000	
CHAP. 10-18. — <i>Service de l'Information et de la presse écrite (matériel).</i>			
1. Fonctionnement du service	7.200.000		
2. Abonnements aux agences de presse	9.000.000		
3. Frais de transports divers	675.000		
Total chapitre 10-18		16.875.000	
CHAP. 11-1.			
<i>Etablissements publics (personnel).</i>			
1. Hôpital de Nouakchott	—		
2. Ecole de sages-femmes et d'infirmiers	—		
Total chapitre 11-1		—	

CHAP. 11-2.			
<i>Etablissements publics (matériel).</i>			
1. Hôpital de Nouakchott	—		
2. Ecole de sages-femmes et d'infirmiers	—		
Total chapitre 11-2	—		
CHAP. 12-1. — Exploitations des établissements à caractère commercial et industriel (personnel).			
1. Service des eaux de Rosso	1.155.000		
2. Service du bac de Rosso	2.705.000		
3. Station forestière de Nouakchott ..	—		
4. Port de Port-Etienne	9.000.000		
5. Wharf de Nouakchott	36.000.000		
Total chapitre 12-1	48.860.000		
CHAP. 12-2. — Exploitation des établissements à caractère industriel et commercial (matériel).			
1. Service des eaux de Rosso	970.000		
2. Service du bac de Rosso	3.150.000		
3. Station forestière de Nouakchott ..	450.000		
4. Port de Port-Etienne	8.100.000		
5. Wharf de Nouakchott	32.400.000		
Total chapitre 12-2	45.070.000		
CHAP. 13-1. — Dépenses communes de personnel.			
1. Relève	16.000.000		
2. Frais d'hospitalisation	8.000.000		
3. Stages de formation à l'étranger ..	30.000.000		
4. Indemnités diverses	8.000.000		
5. Missions d'assistance technique ..	2.000.000		
6. Frais de missions à l'extérieur ..	35.000.000		
Total chapitre 13-1	99.000.000		
CHAP. 13-2.			
<i>Dépenses communes de matériel.</i>			
1. Frais d'impression de registres et d'imprimés	9.000.000		
2. Loyers d'immeubles	60.000.000		
3. Central mécanographique	1.000.000		
4. Achat moyens de transports	—		
5. Ameublement	13.000.000		
6. Chancellerie	500.000		
7. Central de communication	13.600.000		
8. Achat postes R.A.C.	7.500.000		
9. Parc automobiles	1.365.000		
10. Villa de passage premier équipement	4.000.000		
11. Exercice clos	7.500.000		
Total chapitre 13-2	117.465.000		
CHAP. 13-3. — Dépenses diverses.			
1. Cérémonies publiques et réceptions	15.000.000		
2. Organisation de pèlerinages	2.000.000		
3. Excédents de versements et frais de poursuites	4.500.000		
4. Honoraires avocats et réparations civiles	4.500.000		
5. Elections	—		
6. Foires et expositions	2.000.000		
7. Frais de réception dans les circon-			
criptions	1.500.000		
8. Divers imprévus	3.000.000		
9. Calamités publiques	7.000.000		
10. Villa de passage (hébergement personnalités)	3.000.000		
11. Exercice clos	44.000.000		
Total chapitre 13-3	86.500.000		
CHAP. 13-4. — Fonds spéciaux.			
Unique. Fonds spéciaux	12.000.000		
CHAP. 14-1.			
<i>Immeubles et voiries.</i>			
1. Entretien immeubles	57.150.000		
2. Voiries	—		
Total chapitre 14-1	57.150.000		
CHAP. 14-2.			
<i>Entretien voies de navigation, aérodromes et digues.</i>			
1. Routes et digues	60.000.000		
2. Aérodromes	10.000.000		
3. Bacs	2.000.000		
Total chapitre 14-2	72.000.000		
CHAP. 14-3. — Travaux divers.			
1. Aménagement hydraulique agricole ..	8.635.000		
2. Entretien et électrification, adduction d'eau centres secondaires ..	5.000.000		
Total chapitre 14-3	13.635.000		
CHAP. 15-1. — Contribution aux dépenses de fonctionnement de collectivités et organismes publics.			
1. Radiodiffusion	50.000.000		
2. A.S.E.C.N.A.	50.000.000		
3. I.F.A.C.	15.000.000		
Total chapitre 15-1	115.000.000		
CHAP. 15-2. — Contributions aux exploitations concédées.			
1. Contributions aux exploitations concédées	3.000.000		
2. Autres interventions	1.000.000		
Total chapitre 15-2	4.000.000		
CHAP. 15-3. — Participation à la constitution de sociétés.			
1. S.A.F.E.L.E.C.	—		
2. B.A.D.	—		
3. Fonds monétaire international	—		
4. S.O.N.I.M.E.X.	—		
5. Divers	—		
CHAP. 15-4.			
<i>Contributions et participations à des organismes internationaux.</i>			
1. Assistance technique bilatérale	97.200.000		
2. Organismes inter-africains	84.300.000		
3. Organisations internationales	77.600.000		
Total chapitre 15-4	259.100.000		

CHAP. 16-1. — <i>Reversements.</i>	
1. Communes rurales	—
2. Communes urbaines	40.000.000
3. Chambre de commerce	12.000.000
4. Divers	—
Total chapitre 16-1	52.000.000
CHAP. 17-1. — <i>Subventions à des organismes publics.</i>	
1. Subventions à des organismes publics	27.600.000
2. Subventions aux collectivités (contribution de l'Etat pour le paiement des indemnités de logement du personnel enseignant	13.500.000
3. Parti du Peuple	25.000.000
Total chapitre 17-1	66.100.000
CHAP. 17-2. — <i>Subventions à des organismes et œuvres privés et particuliers.</i>	
1. Organismes professionnels	1.000.000
2. Organismes culturels	2.500.000
3. Mouvements jeunes et notables ..	1.000.000
4. Diverses interventions	3.500.000
Total chapitre 17-2	8.000.000
CHAP. 17-3. — <i>Secours.</i>	
Unique. Secours divers	7.725.000
CHAP. 18-1. — <i>Prêts et avances</i>	
—	
CHAP. 19-1.	
Unique. Dépenses en capital	52.000.000

LOI n° 66.257 rectificative de la loi de finances pour l'exercice 1966, n° 65.182 du 31 décembre 1965, modifiée par la loi n° 66.107 du 18 juin 1966 portant premier remaniement budgétaire et complétée par l'arrêté de report n° 10.251 du 4 mars 1966.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les crédits ci-après sont annulés au budget de fonctionnement de l'Etat, exercice 1966 :

CHAP. II. — *Deux établissements publics (matériel).*

ARTICLE PREMIER. — Hôpital de Nouakchott 20 000 000

ART. 2. — Les crédits supplémentaires ci-après sont ouverts au budget de fonctionnement de l'Etat, exercice 1966 :

CHAP. XIX.

ARTICLE UNIQUE. — Transfert du budget de fonctionnement au budget d'équipement 20 000 000

ART. 3. — Sont inscrites au budget d'équipement de l'Etat, exercice 1966, les recettes nouvelles ci-après :

CHAP. I.

Transfert du budget de fonctionnement 20 000 000

ART. 4. — Le programme des travaux à réaliser sur le budget d'équipement est modifié et complété comme suit :

A. — *Annulations.*

CHAP. III. — *Constructions d'immeubles.*

ARTICLE PREMIER. — Bâtiment pour services.

Rubrique 66.311, palais de justice de Port-Etienne. 10 000 000

B. — *Inscriptions nouvelles.*

CHAP. III. — *Constructions d'immeubles.*

ART. 2. — *Bâtiments pour habitations.*

Rubrique 66.325, logements pour infirmiers à l'hôpital de Nouakchott 20 000 000

CHAP. IX. — *Contributions. Subventions et fonds de concours pour équipement.*

ARTICLE PREMIER. — Collectivités publiques.

ART. 2. — Etablissements et organismes publics.

Rubrique 66.920, subvention au Parti du Peuple ... 10 000 000

C. — *Modification d'affectation.*

CHAP. III. — *Constructions d'immeubles.*

ARTICLE PREMIER. — Immeubles pour services.

Rubrique 65.319,

Au lieu de :

Transformation ancienne Assemblée nationale .. 10 000 000

Lire :

Palais de justice Port-Etienne 10 000 000

ART. 5. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Nouakchott, le 31 décembre 1966.

Le Président de la République,

MOKTAR OULD DADDAH.

LOI n° 67.001, portant création de l'Ecole normale.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, à Nouakchott, sous le nom d'Ecole normale, un établissement chargé de la formation et du perfectionnement du personnel enseignant bilingue du premier degré.

ART. 2. — L'Ecole normale est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle du ministre de l'Education et de la Culture. Elle est administrée par un conseil d'administration et dirigée par un directeur.

ART. 3. — L'organisation de l'Ecole, son fonctionnement, son régime disciplinaire, les conditions d'admission des élèves, le régime des études ainsi que les sanctions de fin d'études feront l'objet de décrets pris sur rapport du ministre de l'Education et de la Culture.